

Un programme de soutien sur mesure pour les banques et grandes entreprises En découlent médecine de guerre, appauvrissement, insécurité, répression



La politique Solidaire vis-à-vis les fins de mois de loyer et de paiements hypothécaires ne fait qu'égratigner le capital financier tout en abandonnant les locataires à l'endettement (<https://www.lequebecois.org/debut-avril-la-crise-pandemique-se-presente-sous-forme-de-deux-mini-crises/>). Sur le site du RCLALQ on peut lire « *Sans une aide aux locataires, le RCLALQ exige l'annulation des loyers* » tandis que le groupe AVAAZ-Canada fait signer une pétition réclamant de « *suspendre les paiements des loyers et des mensualités de crédit pour toute la durée de la crise* ». Et que dire de la campagne de gel de loyers que QS n'a pas appuyée. QS pourrait au moins s'élever à ce niveau alors que même l'éditorial du Devoir signale que « *[l]a presse à billets roule à fond [et qu'] Ottawa devrait être beaucoup plus exigeant à l'endroit des banques.* » On voit le déluge de billions \$ aux EU et de centaines de milliards \$ au Canada affluer dans leurs coffres sous forme masquée hors budget de baisse de taux d'intérêt de base, de facilités de financement en cas de manque de liquidités, de garanties sur leurs prêts, ce qui est bien illustré par cette caricature ci-haut du Globe and Mail qui a le sens de l'auto-dérision s'exprimant en plein jour tellement la gauche est à plat ventre devant le paternaliste État fort. On désespère du manque d'épine dorsale de notre aile parlementaire décidément amollie par le crétinisme parlementaire.

Le peuple québécois a affaire à des gouvernements résolument pro-entreprise à idéologie austéritaire, raciste ou s'en accommodant, pas du tout préparés à faire face à une pandémie à force de coupes, même de leurs stocks de matériel sanitaire d'urgence, et ayant trop attendu avant de réagir par souci de ne pas nuire à l'accumulation des profits qui ne peut cesser de rouler afin de ne pas dégonfler la montagne de dette dont désormais se repaît le capital financiarisé jusqu'aux oreilles. Cependant les protestations syndicales parfois jusqu'à la grève ou sa menace devant l'ampleur de la pandémie combinée à la pénurie du matériel de protection et à l'impérieuse nécessité d'aplatir la courbe pour ne pas trop déborder un système de santé austérisé ont forcé la main des gouvernements pour faire cesser production et services non-essentiels... le plus étroitement défini possible car ne comprenant ni l'industrie militaire ni celle électronique et leurs services afférents.

Le truc de l'aide aux PME pour gaver banques et grandes entreprises

Ces fermetures et réduction des ventes provoquent une grave crise des PME qui a forcé les gouvernements à ouvrir les vannes de l'aide par des subventions massives pour payer 75% du salaire de leur prolétariat qui en panique de revenus et de sécurité d'emploi est prêt à tolérer que le patron devienne le fiduciaire et donc contrôleur de l'État. Ce programme est de loin le plus coûteux de tous (71G \$ sur trois mois). S'additionnent une panoplie de programmes de garanties de prêts apparaissant les uns après les autres. Toutefois, ce sont les grandes entreprises et les banques qui risquent d'en être les principales bénéficiaires. Le programme majeur de subventions pour les salaires a été finalement ouvert à toutes les entreprises quelque soient leur taille et chiffre d'affaires d'autant plus que le seul souple critère d'une baisse d'au moins 30% des ventes pourrait en englober plusieurs dont seulement une partie des ventes sera affectée. Pensons à Amazon et à Walmart. Les multiples programmes de prêts garantis éliminent tout risque pour les institutions financières tout en endettant les PME qui vont ainsi devenir plus que jamais les proies des grandes entreprises y compris hors Québec.

Cette contradiction entre priorité à l'entreprise et la nécessité d'un tournant sanitaire drastique et massif a entraîné une perte de la maîtrise de la pandémie. Il a fallu que les gouvernements pour reprendre le contrôle de la situation chamboule du tout au tout la vie quotidienne des gens, parce qu'il n'y avait plus d'autre choix à droite, en jetant le peuple travailleur dans la plus grande insécurité tout en l'enfermant chez lui et en obligeant moralement ou coercitivement le prolétariat à exécuter des tâches vitales et essentielles sans protection adéquate à leurs risques et périls pour parfois une poignée de dollars de plus.

La tragédie politique est cependant ailleurs. Elle se voit dans un invisible péché d'omission. Ne se pointe point une voix de gauche crédible et forte pour proposer une alternative de prendre soin des uns et des autres à coups de fermetures des productions nuisibles et inutiles pour la reproduction de la vie; de ré-embauche massive et généreusement payée pour prendre soin des gens tant dans le système de santé et social, qu'en quartier vis-à-vis les malades, gens seuls, femmes menacées et débordées, sans logis par les organismes communautaires; et que sur les lieux de travail pour réquisitionner, produire et distribuer aliments, produits sanitaires et autres produits et services essentiels encadrés par les syndicats le cas échéant; le tout à la charge des grandes entreprises et du 1%. Sans la perspective et la mise en œuvre de cette alternative que faut-il s'attendre si ce n'est à la révolte individuelle, à la tricherie et à la délation dont le seul remède est la répression.

C'est ce qui arrive quand Québec solidaire est aux abonnés absents en essayant de sauver la face par des réformattes qui ne feraient qu'apporter un éphémère soulagement. À quand un plan d'ensemble de gauche pour que renaisse l'espoir ?

Marc Bonhomme, 6 avril 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca